

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu le rapport dont parle le député. Comme je m'intéresse personnellement à la question, je suis au courant de la pauvreté et des graves injustices sociales qui existent dans les réserves indiennes du pays et chez les autochtones en général.

J'ai eu l'occasion de discuter personnellement avec des représentants des groupes indiens de tout le Canada des mesures que nous pourrions prendre pour remédier à cette situation. Une des mesures importantes sur lesquelles les représentants indiens et moi-même sommes d'accord, c'est qu'il faudra confier davantage de pouvoirs et de responsabilités ainsi qu'une plus grande autonomie financière aux conseils de bandes locaux. Voilà dans quelle direction le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien oriente notre gouvernement, et le député n'ignore pas que c'est vraiment un progrès par rapport à ce qui a été fait jusqu'ici.

* * *

● (1500)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RELATIONS AVEC LE MOYEN-ORIENT—LES PROPOS DE M. GILLIES

L'hon. Allan J. MacEachen (Cape Breton Highlands-Canso): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre; elle porte sur l'inaptitude persistente du gouvernement à maintenir de bonnes relations avec le Moyen-Orient.

Samedi dernier, on m'a cité directement une déclaration faite à Los Angeles par le principal conseiller politique du premier ministre qui, signalant la possibilité pour le Canada de devenir un fournisseur international de pétrole, a dit ceci:

... peut-être suffisamment pour remettre le Moyen-Orient à la place insignifiante qu'il mérite tant ...

Le principal conseiller politique du premier ministre a fait, paraît-il, plusieurs déclarations de ce genre. Le premier ministre peut-il assurer à la Chambre que si son principal conseiller politique a vraiment fait ces observations, elles ne représentent pas la politique de son gouvernement et que des excuses doivent être présentées par le gouvernement pour les déclarations extrêmement provocantes de l'ancien député de Don Valley?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai lu cet article qui m'a naturellement beaucoup intéressé. J'en ai donc parlé à M. Gillies qui m'a expliqué ce qu'il avait dit et m'a assuré qu'il faisait allusion à l'influence du Moyen-Orient à l'époque où l'OPEP était au pinacle de sa puissance en tant que cartel jouissant du pouvoir de hausser le prix du combustible au Canada et ailleurs.

M. Gillies expliquait que le fait qu'un pays, quel qu'il soit, puisse avoir une pareille influence sur les prix, est préjudiciable aux intérêts canadiens et que cette influence diminuera beaucoup au fur et à mesure que le Canada deviendra autonome dans le domaine de l'énergie.

M. MacEachen: Le premier ministre affirme-t-il que son conseiller politique principal n'a pas employé l'expression

[M. Murphy.]

«peut-être suffisamment pour remettre le Moyen-Orient à la place insignifiante qu'il mérite tant»? Je veux savoir si son conseiller politique principal a employé ces termes et, dans l'affirmative, comment le premier ministre peut-il défendre l'interprétation qu'il en donne? En effet, le Moyen-Orient ne comprend pas uniquement les pays membres de l'OPEP, mais aussi d'autres pays importants, dont Israël.

M. Clark: Je crois savoir que M. Gillies a employé ces mots expressément et exclusivement au sujet du pouvoir de former des cartels.

M. MacEachen: Le premier ministre pourrait-il aussi tirer au clair les propos de M. Gillies qui, parlant de la faiblesse du dollar, a dit que cela avait sans doute contribué au taux d'inflation de 9 p. 100, puis a ajouté que le dollar n'était peut-être pas tombé assez bas. Il a laissé entendre qu'il baisserait peut-être à 70c. Le premier ministre voudrait-il commenter ces propos?

M. Clark: Je les ai actuellement trouvés assez intéressants en les lisant dans le journal.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: J'ai communiqué avec M. Gillies à ce sujet et il m'a dit qu'il avait tenu ces propos ou des propos similaires à ceux qui lui ont été attribués au cours d'un débat d'experts où l'on supputait si une autre baisse du dollar améliorerait sensiblement notre compétitivité. M. Gillies a déclaré qu'une baisse importante du dollar canadien n'améliorerait pas de façon sensible notre position sur les marchés d'exportation. Il n'a jamais dit que lui-même ou moi ou quelqu'un d'autre au gouvernement recommandait que le dollar canadien se fixât à ce niveau.

En fait, comme les députés ne l'ignorent pas, le gouvernement prend actuellement des décisions visant en partie à s'assurer que le dollar canadien ne tombera pas plus bas.

* * *

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

M. ALLMAND—LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS—LES RÉPONSES DU PREMIER MINISTRE PENDANT LA PÉRIODE DES QUESTIONS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je soulève une question de privilège qui, contrairement à ce que vous pouvez penser, n'a rien à voir avec la tenue du député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille). Je reviendrai d'ailleurs sur cette question un autre jour.

Ma question de privilège porte sur les réponses données aujourd'hui à la Chambre par le premier ministre (M. Clark) à certaines questions que je lui ai posées. Je soutiens que le premier ministre a induit en erreur la Chambre des communes et la population canadienne dans les réponses qu'il m'a fournies. Si je me souviens bien, il a déclaré que ses ministres québécois et lui-même feraient campagne pour le non lors du référendum québécois et qu'ils se joindraient au comité fédéraliste en ajoutant que telle a toujours été leur position.